

**Groupe de travail « Observation territoriale »
30 janvier 2015
14h – 17h
Montpellier, locaux de l'IRTS**

Tour de table pour faire le point sur l'état d'avancement du travail de diagnostic sur les sites représentés et clarifier les attentes des participants vis-à-vis de ce groupe de travail, s'agissant notamment de la proposition de travailler collectivement sur la définition d'un « pool d'indicateurs » commun aux différents sites aux fins de comparaison et de suivi de la situation des quartiers.

Béziers Méditerranée

La chargée de mission *Connaissance territoriale* de la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée travaille en lien étroit avec le service SIG de la collectivité.

La phase de diagnostic préalable à l'élaboration du contrat de ville de Béziers est quasi terminée. Les indicateurs disponibles ont été travaillé à l'IRIS (et non pas au quartier faute d'une méthodologie standard proposée par le CGET).

Les groupes de travail thématique vont être alimentés par les éléments de ce diagnostic.

Alès agglomération

A Alès Agglomération, le chargé de mission Observatoire a présenté les 50 indicateurs du SIG Ville lors de réunions de 3 groupes de travail cadre de vie et renouvellement urbain / emploi et développement / cohésion sociale.

Dans le groupe sur le cadre de vie et le renouvellement urbain le travail a consisté à croiser données statistiques et analyse du ressenti des partenaires sur la situation des quartiers politique de la ville, à croiser avec les remontées des réunions des « Cafés citoyens ». L'objectif est de déboucher sur des portraits de quartier dans une logique Atouts / Forces / Faiblesses.

Parmi les services de l'Etat, la DIRECCTE a apporté des éléments. La DDTM a également été présente dans la démarche.

L'observatoire d'Alès Agglomération soulève la question de la méthode d'approximation qui permettrait d'apporter des éléments statistiques à l'échelle du quartier et pas seulement à l'IRIS : des précisions du CGET à ce sujet seraient souhaitables.

Il est apparu lors des groupes de travail mis en œuvre à Alès qu'il n'était pas nécessaire de travailler sur tous les indicateurs si seuls quelques indicateurs sont jugés « intéressants » par les partenaires au sein de ces groupes.

DDCS de l'Hérault

La DDCS de l'Hérault aura recours aux outils du Compas et à ses tableaux de bord dans le prolongement de la mission qui a été confiée à ce bureau d'étude par la DDCS en 2014 pour réaliser des diagnostics statistiques pour Agde, Lodève, Bédarieux, Sète, Lunel et Frontignan.

SGAR

Informe des travaux engagés par les directions régionales en vue de la déclinaison des conventions interministérielles. L'enjeu est ici de trouver des indicateurs pertinents : par exemple pour le suivi des contrats aidés (exemple d'indicateur : % des emplois d'avenir ayant bénéficié à des jeunes des quartiers de la politique de la ville).

Au sein de la DIRECCTE : groupes d'experts pour trouver les bonnes données.

DRJSCS

Rappel de l'existence et des missions de la Mission d'appui au sein de la DRJSCS. L'enjeu est ici aussi de déterminer des indicateurs de suivi des contrats de ville dans les domaines jeunesse, sport et cohésion sociale.

S'agissant du travail conduit par la POSS LR avec l'appui de l'INSEE pour déterminer les phénomènes de concentration de la pauvreté en LR, un participant pose la question du risque de « doublon » avec son propre travail d'observation à l'échelle d'un territoire intercommunal.

La réponse est qu'il n'y a pas doublon : la POSS LR et les observatoires locaux ne travaillent pas à la même échelle et ont des approches différentes.

Etape n°2 de l'étude sur la pauvreté en Languedoc Roussillon prendra la forme d'un « 4 pages » qui présentera de façon synthétique les zones où se concentre la pauvreté en Languedoc Roussillon au sein des communes urbaines mais sans entrer dans une analyse fine de chacun des territoires pris individuellement.

INSEE LR

L'INSEE propose son aide méthodologique pour aider les acteurs de terrain qui le souhaitent à exploiter les différents indicateurs statistiques disponibles et mobilisables. Il s'agit bien d'une aide en termes d'appui méthodologique aux acteurs.

Sous préfecture de Lodève

Pointe les difficultés que rencontre la commune de Lodève s'agissant des indicateurs disponibles : Lodève est en effet confrontée à la difficulté partagée par d'autres communes dont la population n'est pas assez importante pour exploiter tous les indicateurs : problème du secret statistique en dessous d'un certain seuil démographique. Cela explique par exemple que le document produit par le COMPAS ne renseigne pas certains indicateurs qui le sont pour des communes dont la population est plus importante

La ville de Lodève a donc eu recours à une Analyse des Besoins Sociaux (ABS réalisée par le CCAS) et à une analyse plus qualitative pour réaliser son diagnostic.

Conseil général de l'Hérault

Un représentant du service cartographie du département est présent à ce groupe de travail pour s'informer des contours précis de la nouvelle géographie prioritaire.

Rectorat

Utilisateur de la cartographie, le rectorat a fourni au SIG LR, sur sollicitation de Villes et Territoires LR, la liste des collèges et des écoles de la nouvelle éducation prioritaire de l'Éducation Nationale (avec leurs coordonnées de géolocalisation). Cela a permis de reporter ces établissements sur les cartes mis à disposition sur le site du SIG LR (rubrique « politique de la ville »).

Cécile Nonin et Olivier Roubieu posent la question des attentes vis-à-vis du centre de ressources dans le cadre de ce groupe de travail « observation territoriale ». La proposition a notamment été faite par un participant de travailler collectivement à la définition d'un « pool d'indicateurs » socio démographique, commun à l'ensemble des sites en politique de la ville de la région de façon à pouvoir procéder à des approches comparatives dans la durée. L'INSEE pouvant accompagner le groupe de travail dans l'utilisation des indicateurs disponibles. Cette proposition rencontre-t-elle l'approbation des autres sites ? Il est difficile de répondre aujourd'hui de façon catégorique dans la mesure où peu de sites sont représentés autour de la table (les chefs de projet sont très occupés dans cette période d'élaboration des contrats de ville).

Les représentants des observatoires intercommunaux d'Alès et de Béziers sont favorables à cette proposition.

Le représentant du SGAR confirme son intérêt pour des indicateurs communs qui permettront le suivi de la mobilisation des crédits des Fonds européens, du CPER, du NPNRU.

La DDCS de l'Hérault propose de distinguer les besoins en matière « d'indicateurs de contexte » et les besoins en matière « d'indicateurs pour l'évaluation » des futurs contrats de ville.

Les échanges au sein du groupe de travail conduisent à distinguer deux niveaux d'analyse :

- L'enjeu de la définition d'indicateurs sociodémographiques sur la situation des quartiers et de leurs habitants (pour l'essentiel des indicateurs INSEE disponibles à l'IRIS ou au carreau) dans une logique « dynamique » comme le préconise par exemple le COMPAS.
- L'enjeu de la définition d'indicateurs de suivi de la mise en œuvre des différentes politiques publiques de droit commun qui devront être mobilisées dans le cadre des contrats de ville. Dans cette seconde catégorie, les services régionaux de l'Etat distinguent 2 types de données : les données internes aux services et les données diffusables. Un des objectifs de l'Etat étant, entre autre, le suivi de la mobilisation des crédits.

Par rapport aux petits sites ?

Cécile Nonin indique que le conseil d'administration de Villes et Territoires LR a validé le principe de la mise en place d'un extranet collaboratif pour les membres adhérents qui permettra d'alimenter le groupe de travail « observation territoriale ».

Retour sur l'outil cartographique élaboré par le SIG LR : présentation par Clara Levêque

Clara Lévêque fait part du travail qu'elle a conduit avec la ville de Vauvert et la communauté de communes de la Petite Camargue, via le centre de ressources Villes et Territoires LR : aide pour la présentation de cartes aux élus avec fond cadastral + réseau routier. L'objectif du chef de projet politique de la ville de Vauvert étant d'alimenter le diagnostic préalable à l'élaboration du contrat de ville.

A partir du moment où la demande est précise et rentre dans ses compétences, le SIG LR peut y répondre.

A propos des cartes actuellement disponibles sur le site du SIG LR, un participant trouve qu'il manque la vision de l'IRIS : cela donnerait un élément qualitatif supplémentaire.

Le SIG LR est en cours de négociation avec l'IGN pour l'obtenir.

A propos de la sectorisation des collèges, les représentants du rectorat et du conseil général de l'Hérault indiquent qu'elle évolue régulièrement en fonction de l'évolution démographique de chaque secteur : il est possible de la faire figurer sur des cartes mais avec cette limite.

Un débat a lieu au sein du groupe sur la possibilité d'avoir des données sur la fréquentation de certains établissements scolaires (pour mesurer par exemple les stratégies d'évitement de certains établissements) ou d'équipements d'accueil de la petite enfance (crèches, haltes garderie) implantés sur des quartiers de la politique de la ville.

Plusieurs participants expriment le besoin que le nom des rues soient inscrit sur les cartes proposées par le SIG LR.

Une sortie PDF sera bientôt disponible pour impression.

Une réflexion est en cours sur les équipements commerciaux avec la CCI Languedoc Roussillon.

Base permanente des équipements 2013 (publiée en 2014) : de la pharmacie à la boulangerie, en passant par les établissements de santé, etc.

La question va se poser de la manipulation d'une telle base de données.

Un participant indique qu'il va se servir des cartes du SIG LR pour faire des demandes plus précises à son propre SIG. La plateforme proposée par le SIG LR est ainsi outil de réflexion pour avancer dans l'analyse. C'est aussi un outil de communication pour les élus.

Sur des sites qui ne disposent pas de SIG, l'existence de cet outil est également un plus.

En conclusion :

- Demander aux différents sites de faire remonter la liste des indicateurs qu'ils utilisent en vue d'un éventuel travail collectif de définition d'un pool d'indicateurs communs à reporter sur les cartes mises à disposition sur le site de SIG LR (avec les réserves mentionnées dans l'encadré ci-dessus).
Accompagnement possible de l'INSEE pour vérifier la pertinence de l'exercice et les possibilités d'exploitation.
- Une question a été soulevée qui n'a pas trouvé de réponse satisfaisante : l'exploitation des données mises à disposition par le CGET doit elle se limiter aux IRIS qui recoupent en partie les quartiers prioritaires (comme cela a été fait sur plusieurs sites) dans la mesure où on n'a pas la méthode de calcul pour produire des données « approximées » au quartier ? La réponse à cette question est importante pour pouvoir ensuite faire des comparaisons entre territoires.
- Concernant l'offre de service du COMPAS qui a été remise sur table, les participants vont prendre connaissance du document et feront part de leur point de vue à Villes et Territoires LR.
- *Il est à noter que le CGET prévoit également un géoportail Geoclip avec une couche cartographique, les contours administratifs, une analyse thématique à l'IRIS et au carreau.*

Dans l'immédiat : 3 données à l'IRIS et 3 au carreau (dont familles monoparentales à l'IRIS, tranches d'âge et ménages qui ont emménagé depuis plus de 5 ans) cette cartographie contiendra les REP, les données Pôle Emploi et les établissements de santé. A priori, la cartographie sera moins fournie que celle que nous proposons de monter à l'échelle régionale dans un premier temps, mais à termes ? La recherche de complémentarité est prématurée, le CGET se montrant intéressé mais débordé dans sa course à la production de données.

- **La prochaine réunion du groupe de travail avec le SIG LR aura lieu une fois que la base permanente des équipements aura été mise en ligne. Ce sera également l'occasion de faire le point sur les besoins complémentaires.**